

**RAPPORT ANNUEL 2013  
DU COORDONNATEUR RÉSIDENT / HUMANITAIRE  
SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF  
BURUNDI  
RÉPONSE RAPIDE  
DÉPLACEMENT DES CONFLITS LIÉS**

COORDONNATEUR RESIDENT a. i.

Mr. Agostinho Zacarias

## RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.  
En date du 13 Mai 2014, une réunion d'évaluation de l'utilisation des fonds a été organisée au bureau du PAM. Les agences représentées à cette réunion étaient : HCR , UNICEF, OIM, UNFPA, PAM et FAO. L'objectif de la réunion était d'échanger sur le niveau d'exécution des projets et revoir ensemble les modalités de préparation du rapport à savoir la langue du rapport et les délais. Tous les participants ont affirmé que leurs projets étaient déjà exécutés à 100% et que leurs partenaires d'exécution étaient en train de préparer déjà les rapports.

b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordonnateur Résident et/ou Coordonnateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI  NON

c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives?

OUI  NON

Après production de la première mouture du rapport et avant sa validation par le Coordonnateur résident, le rapport a été partagé avec les agences bénéficiaires et les partenaires d'exécution à savoir la CR Burundaise, le Ministère de l'agriculture et élevage, Ministère de la Santé, Caritas.

## I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

Sur base des informations recueillies lors des évaluations rapides par des organismes des Nations Unies et les ONG (Organisation Non Gouvernementale ) nationales en août 2013, environ 10 000 migrants ont été ciblés pour assistance sur un total d'expulsés estimés à 25000 personnes en raison de leur statut illégal en Tanzanie et incluant des agriculteurs de subsistance, les travailleurs agricoles saisonniers, commerçants et petits entrepreneurs informels. L'expulsion des ressortissants Burundais et Rwandais du sol Tanzanien a été une décision prise par le gouvernement tanzanien en mai 2013 visant tous les étrangers irréguliers (sans papiers) de ces deux pays.

La date du 18 août 2013 était la date limite fixée sans quoi les autorités tanzaniennes devaient faire recours à la force. C'est ainsi que le Bureau du HCR Muyinga a informé en date du 12 août 2013, qu'environ 300 personnes d'origine burundaise qui vivaient en Tanzanie, ont été expulsées par les autorités du pays et demeuraient provisoirement à la colline de Murama,

Les expulsés avaient été dépouillés de tous leurs biens en Tanzanie et n'avaient rien apporté comme biens familiaux (la nourriture, les habits, les ustensiles de cuisine, les couvertures et les nattes.).

Certains se sont dirigés vers leurs communautés d'origine tandis que les autres ont été accueillis dans des familles et les camps de transit dans deux provinces de Rutana et Muyinga.

Les conditions de retour ont dicté la requête du Fond CERF en vue de sauver les vies et alléger la pression sur les ressources dans les zones de retour. En plus, les acteurs humanitaires n'avaient pas de stock de contingence pour répondre à l'urgence. Après le bon déroulement du cycle électoral de 2010, le gouvernement du Burundi a engagé beaucoup d'effort dans les programmes de développement et tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux ont été encouragés dans ce sens, ce qui a fait que l'espace humanitaire s'est progressivement réduite. Ceci explique clairement que les agences humanitaires se sont vues prises au dépourvu n'ayant pas de fonds humanitaires pour les interventions d'urgence. Les fonds ont été utilisés pour couvrir les besoins en termes de : accueil et enregistrement, vivres, les non-vivres, l'accès à l'eau potable, les installations sanitaires et le transport.

**TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)**

<b>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: 27, 833,836</b>		
<b>Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources</b>	<b>Source</b>	<b>Montant</b>
	CERF	3,479,171
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	0
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	6, 651,189
	<b>TOTAL</b>	<b>10,130,360</b>

**TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)**

<b>Allocation 1 – date de la soumission officielle: 29-Aug-13</b>			
<b>Agence</b>	<b>Code du Projet</b>	<b>Groupe Sectoriel/Secteur</b>	<b>Montant</b>
UNICEF	13-RR-CEF-104	Santé	429,655
UNICEF	13-RR-CEF-105	Santé-Nutrition	141,495
UNICEF	13-RR-CEF-106	Eau/assainissement	119,278
UNICEF	13-RR-CEF-107	Protection / Droits de l'Homme / État de Droit	115,003
FAO	13-RR-FAO-031	Agriculture	380,002
UNFPA	13-RR-FPA-036	Santé	261,843
HCR	13-RR-HCR-050	Multi-sector	86,970
OIM	13-RR-IOM-030	Multi-sector	795,368
PAM	13-RR-WFP-049	Alimentation	1,149,557
<b>TOTAL</b>			<b>3,479,171</b>

**TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)**

<b>Modalité de mise en œuvre</b>	<b>Montant</b>
Mise en œuvre directe agences des Nations-Unies	3,075,325
Fonds transférés aux ONG pour mise en œuvre	288,078
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	115,768
<b>TOTAL</b>	<b>3,479,171</b>

## **BESOINS HUMANITAIRES**

Suite à l'information du UNHCR du 12 Aout 2013, selon laquelle 300 ménages expulsés de la Tanzanie venaient d'arriver à Muyinga, une mission inter-agence (WFP, IOM, UNICEF, WHO, FAO, UNHCR, IRC (International Rescue Committee) et Croix Rouge du Burundi) a été immédiatement dépêchée dans la province de Muyinga pour les premières évaluations. Selon les participants à la mission du 16 au 18 Aout, la situation humanitaire des expulsés était très préoccupante et les autorités administratives des provinces d'arrivée ont vite réagi en cherchant des appuis humanitaires auprès des organisations internationales basées dans la région.

Leur situation humanitaire était très précaire avec des risques de dégradation surtout que leur arrivée correspondait avec l'épuisement des stocks alimentaires des populations d'accueil et la rentrée scolaire. De plus ces populations étaient exposées au risque d'épidémies (diarrhée, paludisme, maladies respiratoires, conjonctivite, choléra, etc.) à cause de la promiscuité, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement.

Selon cette même évaluation, Il y avait beaucoup de cas de personnes très vulnérables parmi les expulsés : un grand nombre de mineurs et de femmes seules, des femmes enceintes, des personnes avec handicap, des personnes qui ne connaissent pas leur commune d'origine et qui ne savent donc pas où aller, etc. Une jeune femme, par exemple, accompagnée de son bébé, a été séparée de son mari de citoyenneté tanzanienne avant d'être expulsée. Cette dernière, ayant quittée le pays à 7 ans, ne se souvient plus de sa commune d'origine et n'a nulle part où aller. Une fille de 9 ans sans référence a indiqué qu'elle ne se souvient pas du nom de sa colline d'origine

Le retour et la construction des maisons dans les collines d'origine des expulsés dans les différentes provinces du Burundi étaient la priorité des expulsés et des autorités provinciales. D'autres priorités exprimés étaient notamment l'accès à : l'abri, l'alimentation, les services de base (soins de santé, hygiène et assainissement), l'accès à l'eau potable et aux articles de base (kit de cuisine, couvertures

et nattes), l'intégration scolaire des enfants dès la suivante rentrée scolaire, l'accès aux terres, semences et outillage agricole pour la prochaine saison culturale 2014A (en septembre).

## II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

En ligne avec cette évaluation conjointe initiée par les Agences UN du 16 au 18 Août 2013 ainsi qu'aux autres évaluations techniques connexes comme IPC et les rapports d'alerte précoces les rapports d'évaluation de protection faite par le HCR, les activités humanitaires prioritaires réalisées avec les fonds CERF ont été :

- Accueil et enregistrement
- Collecte et gestion de l'information pour la confirmation des effectifs déclarés
- Le transport vers les zones d'origine via des centres de transit
- Abri
- Alimentation
- Approvisionnement en eau et assainissement
- Un paquet- retour
- Accès à la terre
- Protection de l'enfance
- Protection et assistance aux personnes ayant des besoins spécifiques
- Les activités de suivi/ protection dans les zones de retour

L'épidémie de choléra au Burundi, en particulier dans la province de Rutana, représente habituellement un risque pour les personnes concentrées dans divers endroits de la province. L'approvisionnement en eau potable en quantité suffisante et d'assainissement était donc essentiel pour éviter de nouvelles flambées de choléra. En termes de nutrition, il était estimé que la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de moins de cinq ans pourrait être plus élevée que les 10% observés dans les camps des réfugiés de Mtabila. Il y avait donc un besoin des activités de prévention de la malnutrition aiguë en faveur des expulsés dans leurs zones de retour. En termes de nourriture et de l'agriculture, la plupart des régions où les migrants expulsés se sont dirigés étaient en phase III de l'alimentation, avec une crise des moyens d'existence. Il fallait donc des actions immédiates pour la restauration des moyens de subsistance.

Les provinces de Rutana, Muyinga, Ruyigi et Makamba sont celles qui ont enregistré un nombre important d'expulsés de Tanzanie. Ces dites zones ont été couvertes par l'assistance des fonds CERF. En effet, environ 61% étaient dans la province de Rutana et Muyinga et la plupart étaient déjà réinstallés dans leurs exploitations d'origine. Dans ces zones déjà fragilisées par les chutes récurrentes de productions, la situation alimentaire et nutritionnelle était fragilisée suite à un faible accès à la nourriture en quantité et qualité suffisante. Ces zones sont toujours sujettes aux perturbations climatiques, la persistance de la mosaïque du manioc ainsi que le flétrissement bactérien du bananier. Le nombre important d'expulsés devait inévitablement avoir des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire des populations en accentuant la pression sur les stocks alimentaires des ménages déjà fragiles et en alourdissant davantage la charge des ménages par la diminution des sources de revenus au sein des familles hôtes.

## III. LE PROCESSUS CERF

La demande de subvention du CERF était le résultat d'un processus lancé avec l'alerte du Coordonnateur Résident sur un retour probable d'environ 50 000 expulsés en provenance de la Tanzanie. Une mission conjointe inter-agence s'est rendue dans ces provinces au cours de la période du 16 au 19 Août 2013 et le constat général était que la situation humanitaire des expulsés était très précaire et préoccupante. Cette situation risquerait de s'empirer avec le temps si des actions urgentes n'étaient pas rapidement engagées. Après ladite mission, le Bureau du Coordonnateur Résident au Burundi a partagé l'information avec le Secrétariat du CERF. Comme il n'y avait plus de Coordonnateur Humanitaire au Burundi, le Bureau du Coordonnateur Résident a travaillé avec une Taskforce Humanitaire mise en place sous le lead du PAM. Beaucoup de réunions ont été organisées pour échanger et prendre des décisions sur les voies et moyens de recherche de financement dont l'élaboration des requêtes de financement à soumettre au secrétariat du CERF. C'est au cours de ces rencontres que le BCR et certaines agences UN ont recommandé que la sécurité alimentaire et l'assistance liées à la nutrition dans les zones à fort retour devrait être la priorité pour la demande de subvention du fonds CERF.

#### IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

Avec les Fonds CERF, chaque agence a pu apporter de l'assistance requise aux expulsés ciblés, en termes de vivres, non vivres, protection, santé et nutrition. Au niveau de la coordination, les agences ont travaillé ensemble dans l'esprit de « delivering as one » dans tout le processus depuis les évaluations des besoins, la définition des priorités, la rédaction des projets à soumettre pour financement du CERF. A part la réponse aux besoins des expulsés, le CERF a contribué au renforcement de la coordination entre les agences et leurs partenaires.

**TABLE 4: PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR**

<i>Nombre total des personnes affectées par la crise: 50,000</i>				
	<b>Groupe Sectoriel/Secteur</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
<b>Nombre total des personnes ayant bénéficié directement du financement CERF par groupe sectoriel/secteur</b>	Santé (UNFPA+UNICEF)	19,168	11,530	30,698
	Santé-Nutrition	14,750	10,250	25,000
	Eau et Assainissement	12,250	8,500	20,750
	Protection / Droits de l'Homme / État de Droit	19,760	18,240	38,000
	Agriculture	12,400	7,600	20,000
	Multi-secteur (OIM+HCR)	23,838	23,059	46,897
	Alimentation	15,930	11,070	27,000

#### **ESTIMATION DES BENEFICIAIRES**

Le nombre de bénéficiaires a été largement dépassé car dans les planifications, les agences avaient espéré que les expulsions s'arrêteraient rapidement, mais en réalité, ils ont continué tout au long du projet. Le chiffre de 46 897 correspond au nombre total de personnes expulsées qui sont arrivées et enregistrées. Toutes ces personnes ont bénéficié de l'inscription et accueil par l'OIM. Le nombre de bénéficiaires dans les autres agences de l'ONU est plus faible par rapport à ceux qui sont restés dans les zones où il y avait un nombre suffisant d'expulsés qui pourraient être assistés. Les agences n'ont pas les moyens d'aider ceux qui sont partis vers des zones avec peu d'expulsés.

**TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIES DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF**

	<b>Planifié</b>	<b>Atteint (estimation)</b>
<b>Femmes</b>	14,750	23,838
<b>Hommes</b>	10,250	23,059
<b>Nombre total de personnes (hommes et femmes)</b>	25,000	46,897
<b>Y compris, enfants de moins de 5 ans</b>	6,075	10,540

## **RESULTATS DU FINANCEMENT CERF**

### **Santé :**

#### UNFPA

- 07 centres de santé et 3 ONG ont reçu des kits de santé reproductive (4 à Rutana, 3 à Muyinga): le matériel et les fournitures distribués comprennent des kits obstétricaux, des médicaments, du matériel et des produits jetables, des kits de suture et d'examen gynécologique, des kits de traitement des complications liés à l'avortement et des violences sexuelles.
- 80 cas de violences sexuelles ont été traités;
- 236 cas de grossesses et d'accouchements compliqués ont bénéficié des services appropriés;
- 2573 femmes et filles ont reçu des kits de dignité.
- 8 prestataires de centres de santé et gestionnaires des districts sanitaires et 11 personnes des ONG ont été formés en DMU

#### UNICEF

- 2 centres de transit de Makamba et Rutana ont bénéficié de l'appui de Africa Humanitarian Action (AHA), une ONG nationale, par la signature d'un accord UNICEF-AHA pour poursuivre les activités de santé dans les centres de transit après la cessation de l'appui du HCR (de Décembre 2013 à Mars 2014).
- En outre, 10 centres de santé dans les 4 provinces de retour ont reçu des kits d'urgence santé, des kits d'accouchements, des ACT (Associations médicamenteuses comportant de l'artémisinine) pour la prise en charge du paludisme et des kits de médicaments supplémentaires pour la prise en charge de la rougeole, distribution des moustiquaires dans 2 centres de transit (Mabanda et Bukemba) et aux expulsés dans leurs zones de retour. Tous les enfants de moins de 5 ans qui sont passés par les centres de transit a été vérifié et les vaccinations administrés.
- Formation de 426 Agents de Santé Communautaire (ASC) dans les provinces de Makamba et Rutana sur le volet communautaire de la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance (PCIME) et dotation en kits de sensibilisation. Au moins un agent de santé par centre de santé dans les zones de retour a reçu la formation sur la surveillance intégrée de la maladie et de la riposte (SMIR : Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte)
- 4 missions conjointes MSPLS (Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida) -UNICEF ont été menées pour suivre les activités par l'ONG AHA dans les 2 centres de transit et pour assister à la distribution des moustiquaires aux populations expulsées

### **Santé et nutrition**

#### UNICEF

- 3903 enfants avec la malnutrition aiguë sévère ont été prise en charge dans l'ensemble de 4 provinces concernées par rapport à 1342 prévu. Cet écart pourrait être expliqué par une sous-estimation du dénominateur de la population des retournées qui a été fourni par les autorités d'une part et d'autre part par la prise en charge des enfants de la communauté hôte dont la vulnérabilité a augmenté suite aux ressources limitées
- Achat de produits nutritionnels,
- Fourniture des équipements anthropométriques
- Formation des prestataires des soins de santé et des agents de santé communautaire
- Equipement des CDS ( Centre de santé)
- 3903 enfants 6-59 mois avec MAS pris en charge dont 2849 sont guéris soit un taux de guérison de 85%.

### **Protection / Droits de l'Homme / État de Droit**

#### UNICEF

- Formation des assistants sociaux du gouvernement dans les provinces de Makamba, Rutana et Muyinga.
- Appui aux Comités de Protection de l'Enfant (CPE) au niveau collinaire dans les provinces de Makamba, Muyinga et Rutana. Grâce à cette formation les membres des CPE ont pu mieux comprendre leur rôle par rapport à la protection des enfants au niveau communautaire.
- Plus de 5,000 enfants avec des besoins de protection (orphelins, séparation familiale, abandon scolaire et les victimes des violences) ont été identifiés par les CPE qui ont pu apporter des réponses à la situation de ces enfants tels que de l'assistance judiciaires, appui aux frais scolaires, appui à l'accès aux services de santé et médiations familiales.
- Mise en place des groupes des solidarités pour renforcer la situation socio-économique des familles vulnérables,
- Renforcement du rôle des Officiers de l'état civil dans l'enregistrement des enfants.
- Réunification et réintégration des enfants séparés.
- Fourniture des kits scolaires au niveau national et des kits récréatifs dans les sites de transit

#### HCR

- L'accueil des Burundais expulsés de Tanzanie a été bien organisé et ils ont été installés sur le site Kinazi dans la province de Muyinga avant le transfert vers leurs zones d'origine.

## **Eau et Assainissement**

Le fonds CERF a permis l'accès à un minimum de 15 litres d'eau potable par personne et par jour pour une durée de 6 mois

- 6500 personnes ont accès aux installations sanitaires adéquates dans les centres d'hébergement temporaire et les centres de transit
- 3000 ménages ont reçu du savon pour une période de 6 mois
- 65000 personnes vivant dans les centres d'hébergement temporaire et dans leurs zones de retour ont été sensibilisées aux bonnes pratiques de l'hygiène.

## **Agriculture**

Appui en intrants agricoles aux ménages expulsés pour la mise en place de la saison agricole 2014 A dans la province Rutana, commune Giharo. De plus, sur base des listes fournies par l'OIM et la Croix Rouge, une identification de répartition des expulsés par zone et par colline a été faite dans les provinces de Muyinga, Makamba et Ruyigi ainsi que la détermination du profil et la typologie des populations expulsées et le suivi et encadrement technique.

## **Alimentation**

- 27000 expulsés sur les 25000 planifiés ont eu accès à l'assistance alimentaire entre 3 et 1 mois passé en transit et pendant 2 mois dès leur retour chez eux (collines d'origine).
- Selon les derniers résultats du CFSVA (Comprehensive Food Security and vulnerability Analysis )1(Avril 2014), le score de consommation alimentaire dans les zones d'accueil d'expulsés était entre 85 et 96% acceptable (< à 35) : 85% à Rutana, 95% à Muyinga et 96% pour Ruyigi, Makamba et Cankuzo.

## **Multi secteur**

### **HCR**

L'accueil des Burundais expulsés de Tanzanie est bien organisé et ils sont installés sur le site Kinazi dans la province de Muyinga.

- Approvisionnement en eau potable aux les expulsés.
- Distribution des biens ménagers à savoir les jerrycans, savons, moustiquaires, nattes de couchage synthétiques, des kits cuisine, des serviettes hygiénique pour les filles / femmes, des sacs pour les femmes, des seaux en plastique et des couvertures. Les biens ménagers distribués leur ont permis de recouvrer le respect et la dignité humaine

### **OIM**

**Résultat 1 : Les sites pour construire/réhabiliter des centres transit sont établis et les centres de transit sont construits/réhabilités et fonctionnels :**

- 2 centres de transit ont été réhabilités à Muyinga et à Makamba.
- 2 centres de transit ont été construits à Ruyigi et à Rutana.
- 1 centre pour les personnes sans aucune référence au Burundi a été construit à Rutana (ces personnes sont restées dans ce centre n'ayant aucun autre endroit où aller).
- Au total, 3495 personnes (dont 1668 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Muyinga
- Au total, 1506 personnes (dont 806 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Ruyigi
- Au total, 35881 personnes (dont 18410 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Rutana
- Au total, 2724 personnes (dont 1053 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Makamba
- Au total, 505 personnes sans référence et sans terre ont été assistées à partir des centres de transit de Muyinga, Ruyigi et Makamba) y compris 185 personnes assistées dans le centre des sans référence de Bukemba dans la province de Rutana.

**Résultat 2 : Une gestion de l'information est établie et fonctionnelle: enregistrement sur quatre centres de transit et partage des données avec les partenaires :**

- 43628 migrants retournés enregistrés avec des informations désagrégées par sexe, âge, vulnérabilité disponible
- 12 rapports contenant des informations désagrégées produits et partagés (entre septembre 2013 et février 2014) avec les autres agences et partenaires
- 63 volontaires de la Croix Rouge formés sur la collecte et le traitement des données.

**Résultat 3 : Un système d'assistance humanitaire est établi et fonctionnel en coordination avec les autres agences, et les besoins des catégories des migrants les plus vulnérables sont remplis :**

- 23769 personnes ont reçu une assistance en non-vivres (moustiquaires, nattes, couvertures) dans quatre provinces particulièrement affectées par les expulsions : Ruyigi, Rutana, Makamba et Muyinga
-



- 8272 personnes (dont 3893 de sexe féminin) ont été assistées en transport y compris les bagages depuis chaque centre de transit jusque dans les zones d'origines
- Le personnel du partenaire d'exécution en collaboration avec l'OIM ont été sensibilisé dans l'assistance et l'accompagnement de cette catégorie lors de la formation conduite, par conséquent, les besoins des catégories les plus vulnérables ont été traités de manière spécifiques dans la construction des centres de transit (dortoirs séparés); le temps d'attente dans l'enregistrement et l'assistance pour les personnes malades, les enfants et les personnes âgées a été réduit.

## **VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF**

### **a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?**

OUI  EN PARTIE  NON

Dans tous les domaines, le projet a permis de répondre rapidement aux besoins de la population en facilitant un meilleur accueil et une assistance appropriée dans les sites de transit, le transport vers les zones d'origine, l'assistance requise en intrants agricoles, en vivres et non vivres. Cette assistance a permis à beaucoup de ménages expulsés de réduire leur dépendance vis-à-vis des familles voisines.

### **b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents?²**

OUI  EN PARTIE  NON

Les fonds CERF ont permis d'adresser les besoins les plus urgents. En effet, la soumission des projets a été faite sur base d'une définition conjointe (entre les agences) des priorités le plus urgentes. Ainsi, les agences bénéficiaires ont travaillé avec les partenaires d'exécution pour fournir l'assistance sur base des besoins définis comme prioritaires dans les délais acceptables.

### **c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?**

OUI  EN PARTIE  NON

La situation contextuelle de cette urgence et surtout l'existence du financement CERF ont encouragé d'autres partenaires comme ECHO (European Commission's Humanitarian aid and Civil Protection department ) pour IOM et Food For Peace ( pour le PAM ), ect à disponibiliser d'autres fonds additionnels indispensables à la cette réponse.

### **d) Le CERF a-t- il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?**

OUI  EN PARTIE  NON

C'est grâce à la bonne coordination entre les acteurs le long du processus que l'équipe humanitaire du pays a pu mettre en place une stratégie d'intervention conjointe dans les zones de forte concentration des expulsées. La soumission des projets au secrétariat du CERF sous un même chapeau a été précédée par une mission d'évaluation conjointe en vue d'avoir une même compréhension de la situation et une définition conjointe des priorités. Les différentes réunions d'échange d'information ont été un bon signe de l'amélioration de la coordination au sein de la communauté humanitaire.

### **e) Le cas échéant, veuillez expliquer d'autres aspects de la valeur ajoutée à la réponse humanitaire par le financement CERF**

Comme valeur ajouté du fonds CERF, la coordination n'a pas été seulement améliorée au niveau des agences, mais également avec les structures gouvernementale en charge du secours dont la Plateforme nationale pour la Prévention des Risques et de la gestion des Catastrophes, le Ministère de la Solidarité Nationale, les services de l'agriculture et de l'élevage. Ces structures gouvernementales et les partenaires d'exécution ont cheminé ensemble avec les agences dans l'assistance aux expulsés, et cette collaboration a été encore une fois une occasion de travailler main dans la main pour venir au secours des vulnérables au Burundi.

<sup>2</sup> Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

## V. ENSEIGNEMENTS TIRES

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE <u>SECRETARIAT DU CERF</u>		
Enseignements Tires	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L' <u>EQUIPE DE PAYS</u>		
Enseignements Tires	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Avec la forte réduction de l'espace humanitaire au Burundi dans la phase post urgence, la Taskforce humanitaire mise en place par l'équipe de pays a fait preuve de son efficacité dans le maintien de la coordination en l'absence de Coordonnateur Humanitaire	Maintenir le même rythme et aller de l'avant	Taskforce Humanitaire

## VI. RESULTATS DES PROJETS

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET			
<b>Information Projet CERF</b>			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	23/09/2013 – 22/03/2014
2. Code du projet CERF:	13-RR-CEF-104	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Assistance médicale aux enfants de moins de 5 ans et aux mères expulsées de Tanzanie		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 1,160,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 429,655	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 429,655	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$ 43,359
			US\$ 56,665
<b>Résultats Obtenus</b>			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
			<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes		14,750	16,595
b. Hommes		10,250	11,530
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		25,000	28,125
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		6,075	6,750
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
1. Assurer l'accès des enfants, des mamans et des femmes enceintes à des services de santé de base durant le processus d'expulsion et la période de réinsertion dans leurs zones respectives.			
2. Assurer le renforcement des centres de santé dans les zones de retour pour atténuer la pression supplémentaire sur les services existants du fait de l'augmentation de la population.			
3. Renforcer les capacités des agents de santé communautaire pour la prise en charge des maladies courantes au niveau communautaire.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
1. Le personnel médical des centres de transit bénéficient de 2 supervisions formatives du Ministère de la Santé par mois durant la phase d'expulsion.			
2. Les centres de transit et certains centres de santé sont approvisionnés avec des kits d'urgence, des kits cholera et rougeole en cas d'épidémie.			
3. 100 pour cent des formations sanitaires accroissent le niveau de leurs stocks de de provisions (Vaccins, médicaments essentiels, moustiquaires, Vitamine A)			
4. Le statut vaccinal de 100 pour cent des enfants de moins d'1 an des centres de transit est vérifié (environ 1,000 enfants); 100 pour cent des enfants de 6 à 59 mois qui arrivent aux centres de transit sont vaccinés contre la rougeole, reçoivent une supplémentation en Vitamine A et sont déparasités avec l'Albendazole (environ 5,750 enfants) et plus spécifiquement les femmes enceintes et les enfants vaccinés reçoivent des moustiquaires.			
5. Les Agents de Santé Communautaires des 2 provinces (environ 200 ASC) les kits de promotion des pratiques familiales clés			

6. Le système de référence est fonctionnel dans les zones de retour	
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<p>1. Les 2 centres de transit de Makamba et Rutana ont bénéficié de l'appui de Africa Humanitarian Action (AHA), une ONG nationale, par la signature d'un accord UNICEF-AHA pour poursuivre les activités de santé dans les centres de transit après la cessation de l'appui du HCR. Cet accord a couvert la période de Décembre 2013 à Mars 2014.</p> <p>2. Les 2 centres de transit ont bénéficié à travers AHA de 2 kits choléra, et de 2 kits de base en santé (médicaments essentiels). Il faut noter que AHA disposait de médicaments pour faire face à la plupart des pathologies courantes. En outre, 10 centres de santé dans les 4 provinces de retour ont reçu : 10 kits d'urgence santé, 56 kits d'accouchements (équipements et consommables), des ACT pour la prise en charge du paludisme et 8 kits de médicaments supplémentaires pour la prise en charge de la rougeole. Distribution de 10,000 moustiquaires à travers la Croix Rouge du Burundi dans 2 centres de transit (Mabanda et Bukemba) et aux expulsés dans leurs zones de retour. Par ailleurs, 10,000 doses de vaccins anti rougeoleux et le matériel de vaccination correspondant ont été remis au service du programme élargi de vaccination pour renforcer les stocks de vaccins dans les provinces d'urgence.</p> <p>3. Tous les centres de santé (2 centres de transit et 10 centres de santé des zones de retour) ont bénéficié de l'appui en médicaments supplémentaires pour faire face à l'afflux de population additionnelle.</p> <p>4. Le statut vaccinal de tous les 196 enfants de moins de 5 ans qui sont passés par les centres de transit a été vérifié et les vaccinations administrées si nécessaire. Ils ont systématiquement reçu la Vitamine A et ont été déparasités à l'Albendazole.</p> <p>5. Formation de 426 Agents de Santé Communautaire (ASC) dans les provinces de Makamba et Rutana sur le volet communautaire de la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance (PCIME) et dotation en kits de sensibilisation. Au moins un agent de santé par centre de santé dans les zones de retour a reçu la formation sur la surveillance intégrée de la maladie et de la riposte (SMIR)</p> <p>6. 4 missions conjointes MSPLS -UNICEF ont été menées pour suivre les activités par l'ONG AHA dans les 2 centres de transit et pour assister à la distribution des moustiquaires aux populations expulsées</p>	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
<p>Le mouvement de retour des expulsés de la Tanzanie n'a pas été homogène : certains expulsés sont allés directement dans leur province d'origine, tandis que d'autres sont passés par les centres de transit. Dans ces centres, certains ont été dirigés directement dans leur zone de retour et d'autres sont restés plus longtemps (souvent ceux qui ne pouvaient pas indiquer de provinces d'origine). Certains expulsés ont bénéficié directement de la prise en charge par AHA dans les centres de transit mis en place dans les provinces de Rutana et Makamba ; d'autres expulsés ont bénéficié indirectement du renforcement de la capacité de réponse à l'afflux supplémentaire de personnes dans les zones de retour.</p> <p>Lors d'une réunion de coordination des partenaires intervenant dans la réponse à cette urgence, le HCR a indiqué qu'en raison d'un manque de financement, ils ne seraient plus en mesure de poursuivre l'appui à l'ONG AHA alors sous contrat avec le HCR pour assurer le triage et la prise en charge médicale des expulsés de la Tanzanie. Etant donné que l'UNICEF avait dégagé des ressources sur ce Grant après l'achat des intrants convenus dans le proposal (montant total des achats : 291,923 USD alors que 365,919 USD avaient été planifiés), il a été demandé à l'UNICEF d'envisager la poursuite de l'appui à AHA pour les mois de Décembre 2013 et de Janvier 2014 afin de ne pas interrompre les services offerts aux expulsés qui ont continué d'arriver de la Tanzanie. La prise en charge médicale par AHA a permis d'assurer des services médicaux dans les centres de transit. Cette prise en charge était bien nécessaire puisque les services de santé du Burundi ont refusé de soigner gratuitement les expulsés arrivant de la Tanzanie. Les expulsés orientés dans les provinces d'origine ont ensuite pu intégrer le système de santé et bénéficier des soins de santé au même titre que les populations locales.</p> <p>La supervision de la prise en charge médicale dans les centres de transit a été assurée directement par AHA. Le Ministère de la santé n'a assuré que la supervision régulière dans les centres de santé de provinces de retour à raison d'une supervision par mois par centre de santé.</p>	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b></p> <p><b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b> le principe d'égalité des genres est intégré dans les activités de l'UNICEF</p>	
14. Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/>
Des rapports de suivi ont été mensuellement fournis par AHA concernant la prise en	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>

charge des femmes et des enfants dans les 2 centres de transit. 4 missions conjointes de suivi ont été menées dans les centres de transit et ont permis de mettre en exergue des problèmes d'utilisation des moustiquaires dans ces centres et d'accès des adultes aux soins curatifs dans certains centres de santé à cause du manque de documents administratifs.

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01/09/2013 – 28/02/2013
2. Code du projet CERF:	13-RR-CEF-105	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé-Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Réponse nutritionnelle a la population expulsée et retournées de la Tanzanie à travers la prise en charge intégré de la malnutrition aiguë sévère (SAM) et la mise en œuvre de la stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 560,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 171,495	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 141,495	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$ 0
			US\$ 18,230
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>			
a. Femmes		14,750	14,750
b. Hommes		10,250	10,250
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		25,000	25,000
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		6,075	6,075
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Assurer une évaluation nutritionnelle rapide et une prise en charge adéquate de la malnutrition aiguë sévère de 1,342 enfant de moins de 5 ans selon l'approche communautaire intégrant les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en urgence			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>1,342 enfants de moins de 5 ans sévèrement malnutris sont guéris et réhabilités à travers l'approche communautaire de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë [taux de guérison &gt;75 pour cent, taux de décès &lt;5 pour cent et le taux d'abandon &lt;15 pour cent).</li> <li>2,500 enfants de moins de 5 ans à risque de malnutrition sont réhabilités dans 25 Foyers d'Apprentissage et de Récupération Nutritionnelle (FARN ; PD (Peritoneal Dialysis)-Hearth )</li> <li>35 prestataires des soins de santé ont la capacité de prendre adéquatement en charge la malnutrition sévère selon le protocole national.</li> <li>10 services nutritionnels intégrés dans les centres de santé sont équipés en matériel anthropométriques pour le dépistage et en produits nutritionnels pour la prise en charge thérapeutique.</li> <li>35 agents de santé communautaires et 25 mamans-lumières sont actifs dans le dépistage, la référence et la surveillance nutritionnels intégrant les pratiques améliorées d'hygiène et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.</li> </ul>			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<ul style="list-style-type: none"> <li>3,903 enfants 6-59 mois avec MAS pris en charge dont 2,849 sont guéris soit un taux de guérison de 85 pour cent, 1.2 pour cent décès et 10 pour cent d'abandon <ul style="list-style-type: none"> <li>24.7 MT de produits nutritionnels achetés [Aliments Thérapeutiques Prêts-à-l'Emploi et laits thérapeutiques].</li> </ul> </li> <li>La réhabilitation des enfants à risque de malnutrition fait partie du paquet de service mis en place dans le cadre de la prise en charge de la malnutrition aiguë et a été inclus dans les activités à mener. Cependant, la budgétisation n'a pas été faite dans la</li> </ul>			

<p>proposition CERF. L'activité a tout de même été réalisée à partir d'autres sources de financement dans les provinces CERF. De plus, les efforts sont en cours avec le Ministère de la Santé dans la création d'une base de données nationale sur le FARN (PD Hearth) mais les données ne sont pas encore disponibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 30 prestataires des soins de santé formés sur le protocole de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë et les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.</li> <li>• 10 services nutritionnels intégrés dans les centres de santé sont équipés en matériel anthropométriques <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 6,900 enfants pesés et mesurés.</li> </ul> </li> <li>• 54 agents de santé communautaire sur le dépistage, référence, surveillance nutritionnelle et pratiques d'hygiène et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.</li> </ul>	
<p>12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</p>	
<p>La différence entre les enfants MAS attendu et ceux atteint pourrait être expliqué par une sous-estimation du dénominateur de la population des retournées qui a été fourni par les autorités d'une part et d'autre part par la prise en charge des enfants de la communauté hôte dont la vulnérabilité a augmenté due aux ressources limitées.</p>	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b>  <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b> le principe d'égalité des genres est intégré dans les activités de l'UNICEF.</p>	
<p>14. Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?</p>	<p>ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/></p>
<p>Les missions de suivi et de supervision ont permis d'observer les performances des personnels de santé formés et de mesurer les progrès pré et post test. Les Bureaux provinciaux de santé, le PRONIANUT (Programme national intégré pour l'alimentation et la nutrition) et l'UNICEF procèdent chaque mois à l'analyse des rapports des données statistiques vis-à-vis de l'atteinte des résultats du projet à travers les rapports de routine de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère. Du support technique pour intégrer la gestion des intrants de nutrition dans le système d'approvisionnement national ainsi que la révision des outils utilisés pour le rapportage de la prise en charge et de la gestion de stock doit être offert au Ministère de la Santé pour favoriser l'appropriation des activités.</p>	<p>EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/></p>
	<p>AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/></p>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF				
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01/09/2013 – 28/02/2014	
2. Code du projet CERF:	13-RR-CEF-106	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours	
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Eau et Assainissement		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé	
4. Titre du projet:	Accès à l'eau potable, à l'assainissement de base et la promotion de l'hygiène pour les burundais expulsés de la Tanzanie			
7. Financement	a. Budget Total du Projet : US\$ 450,000		d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 5,083 - Partenaires gouvernementaux : US\$ 0	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet : US\$ 119,278			
	c. Montant reçu du CERF : US\$ 119,278			
Résultats Obtenus				
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).				
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint	En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:
a. Femmes		14,750	12,250	
b. Hommes		10,250	8,500	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		25,000	20,750	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		6,075	4,980	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée				
Faciliter l'accès à l'eau potable aux services d'assainissement de base et à la promotion pour environ 25,000 burundais expulsés de la Tanzanie pour une durée de six mois				
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée				
<ul style="list-style-type: none"> <li>15,000 personnes ont accès à un minimum de 15 litres d'eau potable par personne et par jour pour une durée de 6 mois</li> <li>5,000 personnes ont accès aux installations sanitaires adéquates dans les centres d'hébergement temporaire et les centres de transit</li> <li>2,000 ménages ont reçu du savon pour une période de 6 mois</li> <li>5,000 personnes vivant dans les centres d'hébergement temporaire et dans leurs zones de retour sont sensibilisées aux bonnes pratiques de l'hygiène</li> </ul>				
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF				
<ul style="list-style-type: none"> <li>11,250 personnes ont accès à un minimum de 15 litres d'eau potable par personne et par jour pour une durée de 6 mois</li> <li>6,500 personnes ont accès aux installations sanitaires adéquates dans les centres d'hébergement temporaire et les centres de transit (les mêmes personnes que les 6,500 qui sont sensibilisées aux bonnes pratiques de l'hygiène)</li> <li>3,000 ménages ont reçu du savon pour une période de 6 mois</li> <li>6,500 personnes vivant dans les centres d'hébergement temporaire et dans leurs zones de retour sont sensibilisées aux bonnes pratiques de l'hygiène</li> </ul>				
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:				
N/A				



13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b> <b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b> le principe d'égalité des genres est intégré dans les activités de l'UNICEF	
14. Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/>
Les Missions régulières sur le terrain ont permis un bon suivi des activités prévues	ÉVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE ÉVALUATION PRÉVUE <input checked="" type="checkbox"/>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF			
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01/09/2013 – 28/02/2014
2. Code du projet CERF:	13-RR-CEF-107	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Protection / Droits de l'Homme / État de Droit		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Environnement protecteur pour les enfants expulsés de la Tanzanie et familles à risque dans les zones de retour		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 450,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 115,003	- ONG IRC : US\$ 70,846
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 115,003	- Partenaires gouvernementaux (Ministère de l'Intérieur) : US\$ 5,083
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>			
a. Femmes		14,750	19,760
b. Hommes		10,250	18,240
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		25,000	38,000
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		6,075	4,712
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la protection et la sécurité des enfants de retour au Burundi et familles à risque à travers le renforcement des mécanismes communautaires de protection</li> <li>Informers les enfants de retour au Burundi et leurs familles sur le cadre institutionnel de protection de l'enfant, y compris sur l'enregistrement à l'état civil, avec un focus sur l'accès équitable aux ressources.</li> </ul>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>17 assistants sociaux du gouvernement sont en mesure de suivre la situation, fournir un soutien psychosociale et référer aux services appropriés les enfants vulnérables</li> <li>20 Comités de Protection de l'Enfant sont fonctionnels et facilitent la réintégration et le bien-être des enfants dans les majeures zones de retour</li> <li>Au moins un groupe de solidarité (crédit - épargne) est en place dans chaque communauté de retour</li> <li>10 officiers d'état civil sont formés pour assurer l'enregistrement à l'état civil des enfants expulsés de la Tanzanie</li> <li>Tous les enfants retournés dans les provinces de Muyinga, Rutana et Makamba sont enregistrés à l'état civil et ont reçu leurs extraits d'acte de naissance</li> <li>Les orphelins, les enfants séparés et non accompagnés sont réunifiés avec leurs familles ou placés en familles d'accueil</li> <li>5,000 enfants ont un accès adéquat à l'éducation</li> <li>5,000 enfants bénéficient des espaces adéquats pour l'apprentissage et pour le soutien psychosocial à travers le matériel récréatif</li> </ul>			

## 11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

- 13 assistants sociaux du gouvernement dans les provinces de Makamba, Rutana et Muyinga ont reçu des formations pour fournir un appui psychosocial, faire le suivi, appuyer la réintégration des enfants dans les communautés de retour et référés aux services appropriés les enfants vulnérables. Le nombre d'assistants sociaux appuyés n'a pas pu atteindre la cible de 17 assistants sociaux parce que le Ministère de la Solidarité n'a pas encore recrutés tous les assistants sociaux dans la commune de Makamba.
- 364 Comités de Protection de l'Enfant (CPE) au niveau collinaire ont été appuyés dans leur fonctionnement dans les provinces de Makamba, Muyinga et Rutana. Plus de 700 membres des CPE (moitiés étaient des femmes) ont été formés sur le module de protection de l'enfant élaboré avec l'appui de l'UNICEF et validé par le Ministère de la Solidarité Nationale. Grâce à cette formation les membres des CPE ont pu mieux comprendre leur rôle par rapport à la protection des enfants au niveau communautaire, surtout par rapport à l'identification des enfants vulnérables, la référence aux services appropriés et la cohésion sociale entre la communauté hôte et les rapatriés/expulsés de la Tanzanie. Plus de 5,000 enfants avec des besoins de protection (orphelins, séparation familiale, abandon scolaire, victimes des violences,..) ont été identifiés par les CPE qui ont pu apporter des réponses à la situation de ces enfants tels que de l'assistance judiciaires, appui aux frais scolaires, appui à l'accès aux services de santé et médiations familiales.
- Plus de 30 groupes de solidarité ont été mis en place pour renforcer la situation socio-économique des familles vulnérables, dont les expulsés et les rapatriés de la Tanzanie. Les membres de ces groupements sont au nombre de 752 (419 femmes et 333 hommes), 471 parmi eux sont des rapatriés et 281 sont des anciens résidents de la communauté, mais particulièrement vulnérables (veuves, mères seules, filles mères,...). 784 enfants dont 415 filles et 369 garçons ont été assistés avec des besoins matériels directement par les membres des groupes de solidarité.
- 64 officiers d'état civil dans les provinces de Makamba (25) et Muyinga (39) ont été renforcés pour appuyer l'enregistrement à l'état civil des enfants, tandis que les officiers d'état civil de la province de Rutana seront formés au cours du deuxième semestre 2014. Tout le matériel nécessaire pour l'enregistrement de 16,250 enfants a été approvisionné par l'UNICEF et fourni au Ministère de l'Intérieur pour faciliter les activités d'enregistrement à l'état civil.
- 2643 (1366 filles et 1277 garçons) ont été enregistrés à l'état civil dans les provinces de Muyinga, et Makamba à travers le partenariat avec IRC
- Un total de 58 enfants séparés et non accompagnés parmi les expulsés de la Tanzanie ont bénéficiés de la réunification et réintégration. Les enfants ont été identifiés à travers des visites régulières dans les centres de transit de Mabanda en province Makamba et Kinazi en province Muyinga. Parmi les 58 enfants, un garçon non accompagné de nationalité congolaise a aussi bénéficié du suivi. Il a été initialement accueilli dans une famille d'accueil au Burundi et pour la suite réuni avec sa famille en RDC grâce aussi à l'appui du CICR (Comité International de la Croix-Rouge) pour la recherche familiale. La collaboration efficace entre l'UNICEF, IRC et le CICR a permis un suivi des tous les cas des enfants séparés et non accompagnés
- A la rentrée scolaire 2013-2014, plus de 800,000 écoliers du primaire ont reçu des kits scolaires au niveau national dont plus 434,558 vivent dans les provinces (Muyinga – 143,011, Makamba – 99,593, Cankuzo – 23,563, Rutana – 82,624, Ruyigi – 22,028 et Bururi – 63,739) accueillant le plus grand nombre d'enfants rapatriés/expulsés de la Tanzanie. Au nombre de ces enfants, étaient environ 10,000 enfants rapatriés/expulsés. Au mois de Janvier et de Février 2014, des kits scolaires supplémentaires ont été distribués à 99 enfants à Rutana et à Muyinga dans les sites de transit des personnes expulsées. Les fonds CERF ont contribué pour l'acquisition et la distribution de ces kits scolaires.
- 20 kits récréatifs ont été distribués dans les sites de transit de Bukemba et de Kinazi ainsi que dans les écoles primaires accueillant les enfants rapatriés/expulsés pour l'organisation d'activités récréatives. En outre, plus de 200 kits ECD (Early Childhood Development) comprenant des nattes, des jeux et autre matériel ont été distribués dans les espaces de prise en charge de la petite enfance dont les sites de Bukemba et de Kinazi. Les fonds CERF ont permis d'acquérir 16 kits récréatifs et 150 kits ECD. 7,000 enfants ont pu être réintégrés à l'école primaire tandis que 7,032 enfants ont bénéficiés des kits ECD.

## 12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Les fonds CERF ont pu être utilisés surtout dans les interventions dans les provinces de Makamba et Muyinga à travers le partenariat avec l'ONG IRC parce qu'il y a eu des retards dans le démarrage des interventions dans la province de Rutana à cause de la soumission tardive des projets par la Maison Shalom, qui a pu soumettre son projet seulement en début 2014, et par le Ministère de l'Intérieur. L'UNICEF a donc utilisé des fonds propres (ressources régulières UNICEF) pour le financement du projet de la Maison Shalom dans la province de Rutana qui est démarré en février 2014 et prévoit appuyer le Ministère de l'Intérieur au cours du deuxième semestre 2014 pour l'enregistrement à l'état civil des enfants expulsés de la Tanzanie dans la province de Rutana.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI  NON

**Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):**

**Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):** Le principe d'égalité de genre a été pris en compte dans la mise en œuvre du projet, surtout en ce qui concerne l'accès aux services fourni aux filles et garçons mais aussi par rapport à la participation équilibré des femmes et hommes en tant que membres des Comités de Protection de l'Enfant. Chaque CPE a été mis en place avec 7 membres, dont 3 femmes, une fille et un garçon. Tandis que les groupes de solidarité ont privilégiés la participation des femmes et filles particulièrement vulnérables (veuves, mères seules et filles mères) pour pouvoir améliorer leur situation socio-économique et prendre mieux en charge leurs propres enfants.

14. Ce projet a t'il été évalué ou il y a- t- il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUEE

EVALUATION EN COURS

Missions régulières sur le terrain ont permis un bon suivi des activités prévues

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF			
1. Agence:	UNFPA	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	28/08/2013 - 27/02/2014
2. Code du projet CERF:	13-RR-FPA-036	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé-protection		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Appui Humanitaire pour appuyer les expulsés burundais venant de la Tanzanie		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 549,935	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 261,843	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	Montant reçu du CERF :	US\$ 261,843	- Partenaires gouvernementaux :
			US\$ 0
			US\$ 0
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs	Planifié	Atteint	En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:
a. Femmes	6000	2,573 femmes (15-49 ans) dans les provinces de Muyinga et Rutana	Les distributions des kits de dignité continuent en faveur des femmes expulsées
b. Hommes	NA	NA	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	6000	2,573 femmes (15- 49 ans )	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	NA	NA	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<p>L'objectif général de ce programme est d'appuyer le gouvernement dans son initiative du Gouvernement en faveur des expulsés dans les deux principales provinces (Rutana and Muyinga). L'appui du UNFPA vise principalement à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer un accès équitable aux services de la sante de la reproduction aux populations affétées.</li> <li>Renforcer les capacités du personnel des ONG locales, des prestataires et gestionnaires des districts sanitaires dans les provinces de Muyinga et Rutana pour intégrer le paquet minimum de services initiaux (MISP) de santé en matière de reproduction dans les situations d'urgence</li> <li>Rassembler et distribuer des kits de dignité pour les femmes et les filles en âge de procréer parmi les populations migrantes (mères adolescentes, les filles adolescentes, les femmes chef de famille, les femmes séropositives vulnérables</li> </ul>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir des équipements et matériels nécessaires aux 50 centres de santé à Muyinga et Rutana et aux 5 districts sanitaires</li> </ul>			

<p>pour répondre aux besoins additionnels en termes de santé de la reproduction.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rassembler et distribuer des kits de dignité aux femmes et filles en âge de procréation les plus vulnérables parmi les expulsés de la Tanzanie (les filles- mères, les adolescents, femmes chefs de ménages, et les femmes séropositives)</li> <li>• Former 50 membres du personnel des ONG et des prestataires et gestionnaires des districts sanitaires dans les provinces de Muyinga et Rutana pour intégrer le paquet minimum de services initiaux (MISP) de santé en matière de reproduction dans les situations d'urgence Assurer le suivi et la supervision pour une meilleure intégration du MISP dans les programmes d'intervention humanitaires</li> </ul>	
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2573 femmes et filles ont reçu des kits de dignité. 8 prestataires de centres de santé et gestionnaires des districts sanitaires et 11 personnes des ONG ont été formés.</li> <li>• Sur la base des sites de regroupement des femmes expulsées, 7 centres de santé ont reçu les femmes expulsées pour une prise en charge en santé de la reproduction (4 à Rutana, à Muyinga) ainsi que 3 ONG et ont reçu le matériel et les fournitures distribués comprennent des kits obstétricaux, des médicaments, du matériel et des produits jetables, des kits de suture et d'examen gynécologiques, des kits de traitement des complications d'avortement et de violence sexuelle.</li> <li>• 80 cas de violences sexuelles ont été traités; 236 cas de grossesses et d'accouchements compliqués ont bénéficié des services appropriés;</li> </ul>	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
<p>Les résultats ont été partiellement atteints parce que d'une part, les kits de dignité ont été acquis tardivement à cause des délais des procédures d'achat ; par conséquent la distribution au niveau périphérique a connu des retards. D'autre part, les besoins initiaux étaient estimatifs, à l'arrivée dans les sites 2573 femmes et filles ont eu besoin de kits de dignités et besoins en services de SR ont été regroupés au niveau de 10 structures sanitaires. Les kits de dignité restant ont pu cependant bénéficier aux victimes des intempéries dans d'autres sites. Un certain nombre ont rejoint les provinces et communes d'origine sans séjourner dans les sites d'accueil.</p>	
13. Les activités financées par le CERF font- elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b></p> <p><b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b> La population ciblée est principalement des filles et des femmes</p>	
14. Ce projet a-t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/>
L'évaluation sera effectuée après la distribution complète des kits	EVALUATION EN COURS <input checked="" type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF			
1. Agence:	FAO	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	25/09/2013 – 24/10/2014
2. Code du projet CERF:	13-RR-FAO-031	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Agriculture		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Emergency response in support of 4000 Burundian households expelled from Tanzania		
7. Financement	a. Budget Total du Projet : US\$ 5, 500,000		d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 36,000 - Partenaires gouvernementaux : US\$ 22,790
	b. Montant total du financement reçu pour le projet : US\$ 380, 002		
	c. Montant reçu du CERF : US\$ 380, 002		
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
		<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>	
a. Femmes		11,800	12,400
b. Hommes		8,200	7,600
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		20,000	20,000
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		4,800	3,750
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
L'objectif global du projet est de réduire l'impact négatif sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés locales, en particulier les catégories les plus vulnérables, suite à l'expulsion forcée des immigrants clandestins vivant sur le territoire tanzanien.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>4000 ménages ont accès aux intrants agricoles divers pour la mise en place de la saison 2014A ;</li> <li>promouvoir la participation des filles et des femmes (59% du total des bénéficiaires ciblés) en vue de sécuriser leur accès aux intrants agricoles de base ;</li> <li>100 pour cent des ménages expulsés ciblés ont reçu les intrants agricoles</li> </ul>			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Au cours de la saison 2014A, 4000 ménages ciblés ont bénéficiés chacun un kit d'intrants composé de 20 kg semences de haricot, 40 grammes de semences maraichères, 1000 cordes de patates douce, 2 houes et 8 kg d'engrais chimiques dont 5kg de DAP et 3 kg d'Urée</li> <li>Parmi les bénéficiaires de l'assistance, 62 pour cent étaient des femmes et 38 pour cent d'hommes dont 18 pour cent des enfants de moins de cinq ans</li> <li>Des formations sur les nouvelles techniques culturales en vue de l'augmentation des rendements ont été organisé en faveur des populations bénéficiaires dont la participation comprenait au moins 70 pour cent de femmes et 30 pour cent d'hommes</li> </ul>			
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:			
Sur base des données de l'OIM en collaboration avec la Croix Rouge de début octobre 2013 montre qu'au total 31780 personnes soit 10327 ménages ont été enregistrées depuis le début de l'opération en août 2013. Les provinces qui enregistrent un fort taux de refoulés sont Rutana (5478 ménages dont environ 89 pour cent sont dans la seule commune de Giharo), Ruyigi (1548 ménages), Ngozi (416 ménages), Kirundo (496 ménages) et Muyinga (299 ménages). A cet effet, il a été convenu avec les autres partenaires de concentrer l'assistance dans les zones de forte concentration et par conséquent l'assistance en intrant agricoles a été orienté uniquement dans la commune Giharo pour environ quatre mille ménages expulsés.			

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b></p> <p><b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b></p> <p>Sur un total de 20 000 personnes expulsées réintégré(e)s dans leurs exploitations ont bénéficié des intrants agricoles dont 62% étaient des</p>	
14. Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/>
<p>Des évaluations régulières ont été menées par des équipes conjointes FAO/Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage / partenaires de terrain. Il s'agit principalement de l'évaluation post distribution pour s'assurer de l'affectation des intrants distribués ainsi qu'une évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires faite en pleine période de récolte (février 2014 pour l'évaluation de la saison 2014A) pour évaluer la disponibilité alimentaire dans les zones de grand retour des expulsés. Il ressort de ces missions que l'assistance a permis de diminuer la dépendance alimentaire des populations expulsées qui sont constituées pour la plupart des ménages vulnérabilisés par le conflit et les nombreuses années en exil. En diminuant leur dépendance à l'aide alimentaire directe ou à la mendicité, le projet les a rétablis dans leur dignité ; ce qui constitue une des voies de renforcer le lien social fragilisé par la longue période de séparation entre les différentes communautés.</p>	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>



**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF			
1. Agence:	HCR	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	01/09/2013 – 28/02/2014
2. Code du projet CERF:	13-RR-HCR-050	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Multi-secteur		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Assistance to Burundians expelled from Tanzania		
7. Financement	a. Budget Total du Projet :	US\$ 8,855,066	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 3,330,084	- Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 86,970	- Partenaires gouvernementaux : US\$ 13,000
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
a. Femmes		14,750	1,893
b. Hommes		10,250	1,376
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		25,000	3,269
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		6,075	826
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Veiller à ce que les problèmes de protection dans le cadre des expulsions sont correctement surveillés et transmis aux structures gouvernementales habilités.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le Mouvement de la Croix Rouge Burundaise et la Ligue Iteka dans leurs activités de surveillance transfrontières et d'identifier les risques de protection et des lacunes dans le fonctionnement.</li> <li>Assurer la liaison avec les autorités provinciales et nationales et référer les cas jugés pertinents par la Croix-Rouge et la Ligue Iteka par rapport au mandat du HCR et de trouver une solution.</li> <li>Le HCR coordonne l'ensemble des activités de surveillance et de s'assurer que les risques de protection sont identifiés et correctement traités. De même, les personnes à risque seront soumis aux parties prenantes concernées, y compris le gouvernement du Burundi et PARESI (PARESI : Projet d'Appui au rapatriement et à la réintégration des Sinistrés , est une structure du ministère de la Solidarité nationale, droit de l'homme et de l'égalité de travailler en partenariat avec le HCR sur le retour et la réintégration des rapatriés). La mission PARESI est de coordonner l'aide aux personnes expulsées sur le terrain et l'organisation de réunions de coordination des intervenants dans cette situation d'urgence et déployer du personnel dans les zones où les expulsés sont envoyés. Ils sont en charge de l'accueil et de fournir une aide d'urgence pour les personnes expulsées avant de les renvoyer dans leurs zones d'origine).</li> </ul>			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<ul style="list-style-type: none"> <li>En prévision d'un retour massif à pied des burundais expulsés de la Tanzanie, la Croix-Rouge du Burundi a convenu avec les autre intervenants de surveiller les frontière et alerter les autres cas d'arrivés. Ainsi la Croix Rouge Burundaise a placé des postes d'observation sur 6 points d'entré à savoir Mugina dans Mabanda, Murambi et Nyakazi dans Kibago et Bigina, Buhema</li> </ul>			

et Gatabo dans Kayogoro.

- Le travail de suivi des expulsés pendant le dernier trimestre de l'année a été fait conjointement par la Ligue Iteka, la Croix Rouge du Burundi et le HCR. A travers des interviews faits en focus groupe, les expulsés ont confirmé que les conditions de retour n'ont pas été faciles parce que leur retour a été fait manu militari mais aucun d'eux ne s'est proclamé avoir été reconnu réfugiés en Tanzanie.
- Des réunions de coordinations ont été au Bureau de PARESI avec tous les intervenants et des missions de suivi englobant les gouverneurs de Rtana, Makamba et Ruyigi ont été organisées. Un Comité Provincial sur la gestion de la question des expulsés a été pour chaque province concernée

Au regard du commentaire susmentionné, il n'y a pas de cas qui nécessite une autre solution sauf l'assistance prévu dans le cadre de ce projet dont l'accueil, la provision en eau potable, la distribution des NFIs (Non Food Items) et le transport vers les zones de retour.

L'accueil des Burundais expulsés de Tanzanie est bien organisé et ils sont installés sur le site Kinazi dans la province de Muyinga. Grace aux fonds du CERF, le HCR a réussi à fournir de l'eau potable aux les expulsés. Du 5 Septembre au 27 Novembre une quantité d'eau équivalente à 76m3 (76000Liters) a été utilisée par les personnes expulsées. Pendant les 16 jours, le camion-citerne a parcouru 1824 km et 640 litres de carburant ont été consommé. Des biens ménagers ont été distribuées à savoir 140 jerrycans, 128 kg de savons, 160 moustiquaires, 260 nattes de couchage synthétiques, 120 kit cuisine, 290 millions de serviette hygiénique pour les filles / femmes, 110 sacs pour les femmes, 130 seaux en plastique de 15 litres et 231 couvertures. Le fonds CERF a permis d'aider ces personnes qui ont tout perdu. Maintenant, ils ont accès à l'eau propre et ils peuvent éviter les maladies dites d'hygiène. Les biens ménagers distribués leur ont permis de recouvrer le respect et la dignité humaine.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Les 25.000 personnes correspondaient aux Burundais vivant en Tanzanie risquant d'être expulsées. La proposition a été faite en fonction des expulsés sur les sites à Muyinga et Rutana. Parmi les 25.000 planifiés le HCR a aidé les plus vulnérables tels que mentionnés dans le proposition. Le montants rapportés est sur base des rapports de nos partenaires, vérifiés Au regard de ces commentaires, le HCR confirme qu'il n'y a pas eu un montant resté. Pour les résultats initiaux, les budgets ne dépendait pas du nombre attendu mais le HCR s'était engagé à aider les vulnérables qui serait parmi les 25.000 personnes, en plus d'autres résultats prévus comme la coordination par exemple.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI  NON

**Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):**

**Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):** Depuis l'évaluation, la conception du projet pendant la mise en œuvre, il a toujours été régulièrement vérifié que les besoins des femmes, des filles, des garçons et des hommes soient équitablement pris en compte.

14. Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUÉE

Les évaluations sont prévues et feront parties des autres évaluations régulièrement organisées par le HCR et ses partenaires dans les zones de rapatriement

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF			
1. Agence:	OIM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	27/08/2013 – 26/02/2014
2. Code du projet CERF:	13-RR-IOM-030	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Multi-secteur		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Assistance Humanitaire d'Urgence pour les Migrants irréguliers expulsés de la Tanzanie Titre original: `` Emergency Humanitarian Assistance to Returning Irregular Migrants from Tanzania ``		
7. Financement	<i>a. Budget Total du Projet :</i> US\$ 4, 070,438 <i>b. Montant total du financement reçu pour le projet :</i> US\$ 1,594,480 <i>c. Montant reçu du CERF :</i> US\$ 795,368		<i>d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :</i> - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$ 50,790 - Partenaires gouvernementaux : US\$ - NA
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
<i>a. Femmes</i>	14,750	21,945	Le nombre de bénéficiaires a été largement dépassé car dans les planifications, les agences avaient espéré que les expulsions s'arrêteraient rapidement, mais en réalité, ils ont continué tout au long du projet.
<i>b. Hommes</i>	10,250	21,683	
<i>c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):</i>	25,000	43, 628	
<i>d. Y compris, enfants de moins de 5 ans</i>	6,075	10,540	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Fournir une assistance humanitaire aux migrants irréguliers provenant de la Tanzanie afin de leur permettre d'avoir accès aux besoins essentiels.			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
1) <b>Résultat 1</b> : Les sites pour construire/réhabiliter des centres transit sont établis et les centres de transit sont construits/réhabilités et fonctionnels 2) <b>Résultat 2</b> : Une gestion de l'information (enregistrement et partage des données avec les partenaires) est établie et fonctionnelle sur quatre centres de transit 3) <b>Résultat 3</b> : Un système d'assistance humanitaire est établi et fonctionnel en coordination avec les autres agences, et les besoins des catégories des migrants les plus vulnérables sont remplis.			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
1) <b>Résultat 1</b> : <b>Les sites pour construire/réhabiliter des centres transit sont établis et les centres de transit sont construits/réhabilités et fonctionnels :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 centres de transit ont été réhabilités à Muyinga et à Makamba.</li> <li>• 2 centres de transit ont été construits à Ruyigi et à Rutana.</li> </ul>			

- 1 centre pour les personnes sans aucune référence au Burundi a été construit à Rutana (ces personnes sont restées dans ce centre n'ayant aucun autre endroit où aller).
- Au total, 3,495 personnes (dont 1,668 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Muyinga
- Au total, 1,506 personnes (dont 806 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Ruyigi
- Au total, 35,881 personnes (dont 18,410 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Rutana
- Au total, 2,724 personnes (dont 1,053 de sexe féminin) ont reçu une assistance à partir du centre de transit de Makamba
- Au total, 505 personnes sans référence et sans terre ont été assistées à partir des centres de transit de Muyinga, Ruyigi et Makamba y compris 185 personnes assistées dans le centre des sans référence de Bukemba dans la province de Rutana.

**2) Résultat 2 : Une gestion de l'information est établie et fonctionnelle: enregistrement sur quatre centres de transit et partage des données avec les partenaires :**

- 43,628 migrants retournés enregistrés avec des informations désagrégées par sexe, âge, vulnérabilité disponible
- 12 rapports contenant des informations désagrégées produits et partagés (entre septembre 2013 et février 2014) avec les autres agences et partenaires
- 63 volontaires de la Croix Rouge formés sur la collecte et le traitement des données.

**3) Résultat 3 : Un système d'assistance humanitaire est établi et fonctionnel en coordination avec les autres agences, et les besoins des catégories des migrants les plus vulnérables sont remplis :**

- 23,769 personnes ont reçu une assistance en non-vivres (moustiquaires, nattes, couvertures) dans quatre provinces particulièrement affectées par les expulsions : Ruyigi, Rutana, Makamba et Muyinga
- 8,272 personnes (dont 3,893 de sexe féminin) ont été assistées en transport y compris les bagages depuis chaque centre de transit jusque dans les zones d'origines
- Le staff du partenaire d'exécution en collaboration avec le I OIM ont été sensibilisés dans l'assistance et l'accompagnement de cette catégorie lors de la formation conduite, par conséquent, les besoins des catégories les plus vulnérables ont été traités de manière spécifiques dans la construction des centres de transit (dortoirs séparés) ; le temps d'attente dans l'enregistrement et l'assistance pour les personnes malades, les enfants et les personnes âgées a été réduit.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Par rapport aux résultats attendus, dans l'ensemble ils ont été atteints. L'OIM a pu faire des économies au niveau de l'achat des NFI qui ont coûté moins chers et a donc plus acheté plus car le nombre de bénéficiaires a également augmenté par rapport aux planifications. Par contre, la ligne budgétaire liée au transport n'a pas été utilisée comme attendu car la plupart (plus de 60%) des bénéficiaires avaient comme destination finale la province de Rutana où l'OIM avait installé un bureau pour mieux les accueillir, les coûts liés au transport ont donc été moindres.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI  NON

**Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):**

**Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):**

Plus de 60 pour cent des personnes assistées pendant le projet financé par CERF étaient des catégories vulnérables incluant des femmes seules avec plusieurs enfants à charge, des personnes âgées seules et des femmes enceintes ou allaitantes. Une attention particulière a été réservée à ces catégories et leurs besoins particuliers ont été pris en compte dans la construction des centres de transit où des pièces spéciales étaient disponibles (pièces pour les soins de santé ainsi que les interviews pour les cas nécessitant une protection); cette catégorie avait également la priorité dans l'enregistrement, la distribution des non-vivres et le transport dans les zones d'origines. Des efforts ont été menés pour réduire le temps d'attente dans l'assistance fournie à ces catégories.

14. Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUÉE

L'évaluation faisait partie de l'exercice de Monitoring et Evaluation que l'OIM fait régulièrement	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

**TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET**

Information Projet CERF			
1. Agence:	PAM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	18/08/2013 - 17/02/ 2014
2. Code du projet CERF:	13-RR-WFP-049	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours <input checked="" type="checkbox"/> Achevé
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Alimentation		
4. Titre du projet:	Protracted Relief and Recovery Operation (PRRO) Burundi No. 200164 for assistance to vulnerables food-insecure population (expulsés Burundais en provenance de la Tanzanie).		
7. Financement	a. Budget Total du Projet : US\$ 6, 218,352		d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution : - Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : US\$30,000 - Partenaires gouvernementaux : US\$ NA
	b. Montant total du financement reçu pour le projet : US\$ 4, 649,554		
c. Montant reçu du CERF : US\$1, 149,557			
Résultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>			
a. Femmes		14,750	15,930
b. Hommes		10,250	11,070
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		25,000	27,000
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		6,075	6,480
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
L'objectif global est de contribuer à l'amélioration et à la stabilisation de la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des migrants burundais expulsés de la Tanzanie (Kagera, Kigoma et Geita).			
Les objectifs spécifiques :			
<ul style="list-style-type: none"> <li>répondre aux besoins alimentaires immédiats de 25 000 personnes hébergées dans les écoles ou en transit pour une durée d'environ un mois;</li> <li>Améliorer la consommation alimentaire de 25 000 personnes dans les communautés d'origine;</li> </ul>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> <li>25000 expulsés ont accès à l'alimentation au cours dès leur arrivée et jusqu'à un mois de séjour en transit.</li> <li>Consommation alimentaire au cours de la période d'assistance améliorée pour les expulsés (consommation alimentaire acceptable des ménages avec comme cible de 100% des ménages assistés avec SCA (Score de consommation alimentaire)<sup>3</sup>&lt; 35).</li> </ul>			

11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF	
<ul style="list-style-type: none"> <li>27000 expulsés sur les 25000 planifiés ont eu accès à l'assistance alimentaire entre 3 et 1 mois passé en transit et pendant 2 mois dès leur retour chez eux (collines d'origine).</li> <li>Selon les derniers résultats du CFSVA 4 (Avril 2014), le score de consommation alimentaire dans les zones d'accueil d'expulsés est entre 85 et 96 pour cent acceptable (&lt; à 35) : 85 pour cent à Rutana, 95 pour cent à Muyinga et 96 pour cent pour Ruyigi, Makamba et Cankuzo.</li> </ul>	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
Nous avons atteint plus de bénéficiaires que prévu suite à la valeur des commodités qui s'est révélée réduite au moment des achats en Nov. 2013. Un total de 1,255 tonnes de vivres a été distribué sur les 1,239 tonnes prévues par le CERF soit 101.2 pour cent.	
13. Les activités financées par le CERF sont-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
<p><b>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, ou 2b):</b></p> <p><b>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0):</b> Le profilage de OIM a permis aux intervenants de bien connaître la composition réelle des ménages, surtout les femmes ou les enfants chefs de ménages. C'est à partir de ce profilage que les listes ont été établies en privilégiant que les femmes soient directement réceptrice de l'assistance alimentaire vu leur rôle dans la gestion du panier alimentaire.</p>	
14. Ce projet a-t-il été évalué ou il y va-t-il avoir une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input type="checkbox"/>
Comme les expulsés se sont dirigés directement presque dans toutes les provinces du pays où ils ont cohabité avec la population hôte, le PAM devra considérer la dernière évaluation globale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui couvre toutes les provinces du pays y compris celles qui ont accueilli les expulsés burundais en provenance de la Tanzanie. En attendant que le rapport soit finalisé, les données préliminaires montrent que la situation de la sécurité alimentaire dans les zones d'accueil est acceptable avec score de consommation alimentaire (SCA) < 35 variant entre 85% et 96% des populations.	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input checked="" type="checkbox"/>

## ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code du Project CERF	Groupe Sectoriel/Se cteur	Agence	Nom du Partenaire s de mise en oeuvre	Type du Parten aire	Total des fonds du CERF transférés au Partner US \$	Date du premier versement Transféré	Date du debut des activités financées par CERF au partenaire	Commentaires / Remarques
13-RR-WFP-049	Food Assistance	WFP	CARITAS	NNGO	\$25,000	25-Jan-14	1-Oct-13	CARITAS a fait des distributions générales des vicres pendant 5 mois sur les collines de retour des expulsés d'Oct 2013 a fev 2014
13-RR-WFP-049	Food Assistance	WFP	Burundi Red Cross	RedC	\$5,000	25-Jan-14	18-Aug-13	La croix Rouge burundaise a distribué la ration humide et un paquet retour d'1 mois en faveur de ceux qui sont passés par les centres de transit dès le premier mois de ce mouvement. Pour ce cas, la Croix Rouge du Burundi n'ayant exigé d'avance et, vu que le cout était moins important, elle a pre-financé pour que la réponse au niveau des centres de transit commencent sans tarder.
13-RR-HCR-050	Multi-secteur	UNHCR	Burundi Red Cross	RedC	\$26,000	12-Sep-13	12-Sep-13	
13-RR-HCR-050	Multi-secteur	UNHCR	Ligue Iteka	NNGO	\$26,000	13-Sep-13	13-Sep-13	
13-RR-HCR-050	Multi-secteur	UNHCR	PARESI	GOV	\$13,000	14-Sep-13	14-Sep-13	
13-RR-CEF-107	Child Protection	UNICEF	Internationa l Rescue Committee	INGO	\$70,846	1-Dec-13	1-Dec-13	
13-RR-CEF-107	Child Protection	UNICEF	Ministry of Interior	GOV	\$5,083	10-Sep-13	10-Sep-13	
13-RR-CEF-104	Health	UNICEF	AHA	INGO	\$43,359	13-Sep-13	13-Sep-13	
13-RR-CEF-104	Health	UNICEF	Ministry of Health	GOV	\$56,665	13-Sep-13	13-Sep-13	
13-RR-CEF-105	Health	UNICEF	Ministry of Health	GOV	\$18,230	13-Sep-13	13-Sep-13	
13-RR-CEF-106	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	Burundi Red Cross	RedC	\$5,083	9-Sep-13	9-Sep-13	Ces fonds ont été utilisés pour rembourser le montant que la Croix Rouge avait anticipativement dépensé, étant donné que nous avons des conventions de partenariat sur les



								opérations de réponse aux urgences
13-RR-IOM-030	Multi-sector refugee assistance	IOM	Burundi Red Cross	RedC	\$50,790	18-Nov-13	10-Sep-13	En attendant l'aboutissement des négociations du partenariat de collaboration entre IOM et la Croix Rouge, l'IOM a payé directement les allocations aux volontaires depuis le 10 septembre
13-RR-FAO-031	Agriculture	FAO	DPAE RUTANA	GOV	\$12,243	15-Sep-13	20-Sep-13	Certains partenaires sont disponibles dans plusieurs provinces et sont spécialisés dans la supervision, le suivi et l'encadrement des activités agricoles
13-RR-FAO-031	Agriculture	FAO	HELP CHANNEL BURUNDI	INGO	\$19,336	19-Dec-13	20-Dec-13	
13-RR-FAO-031	Agriculture	FAO	FOOD FOR THE HUNGRY	INGO	\$16,664	19-Dec-13	20-Dec-13	
13-RR-FAO-031	Agriculture	FAO	ODEDIM MUYINGA	GOV	\$10,547	19-Dec-13	20-Dec-13	

## ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

Sigles	Signification
ACT	Associations médicamenteuses comportant de l'artémisinine
ASC	Agents de Santé Communautaire
CFSVA	Comprehensive Food Security and vulnerability Analysis
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
ECD	Early Childhood Development
ECHO	European Commission's Humanitarian aid and Civil Protection department
IRC	International Rescue Committee
MISP	Paquet de Service Minimum
MSPLS	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida
NFI	Non Food Items
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PARESI	Projet d'Appui au rapatriement et à la réintégration des Sinistrés
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance
PD	Peritoneal Dialysis
PRONIANUT	Programme national intégré pour l'alimentation et la nutrition
PRRO	Protracted Relief and Recovery Operation
SCA	Score de consommation alimentaire
SMIR	Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte